

Ascenseurs : Combien sont concernés par l'obsolescence et la 2G ?



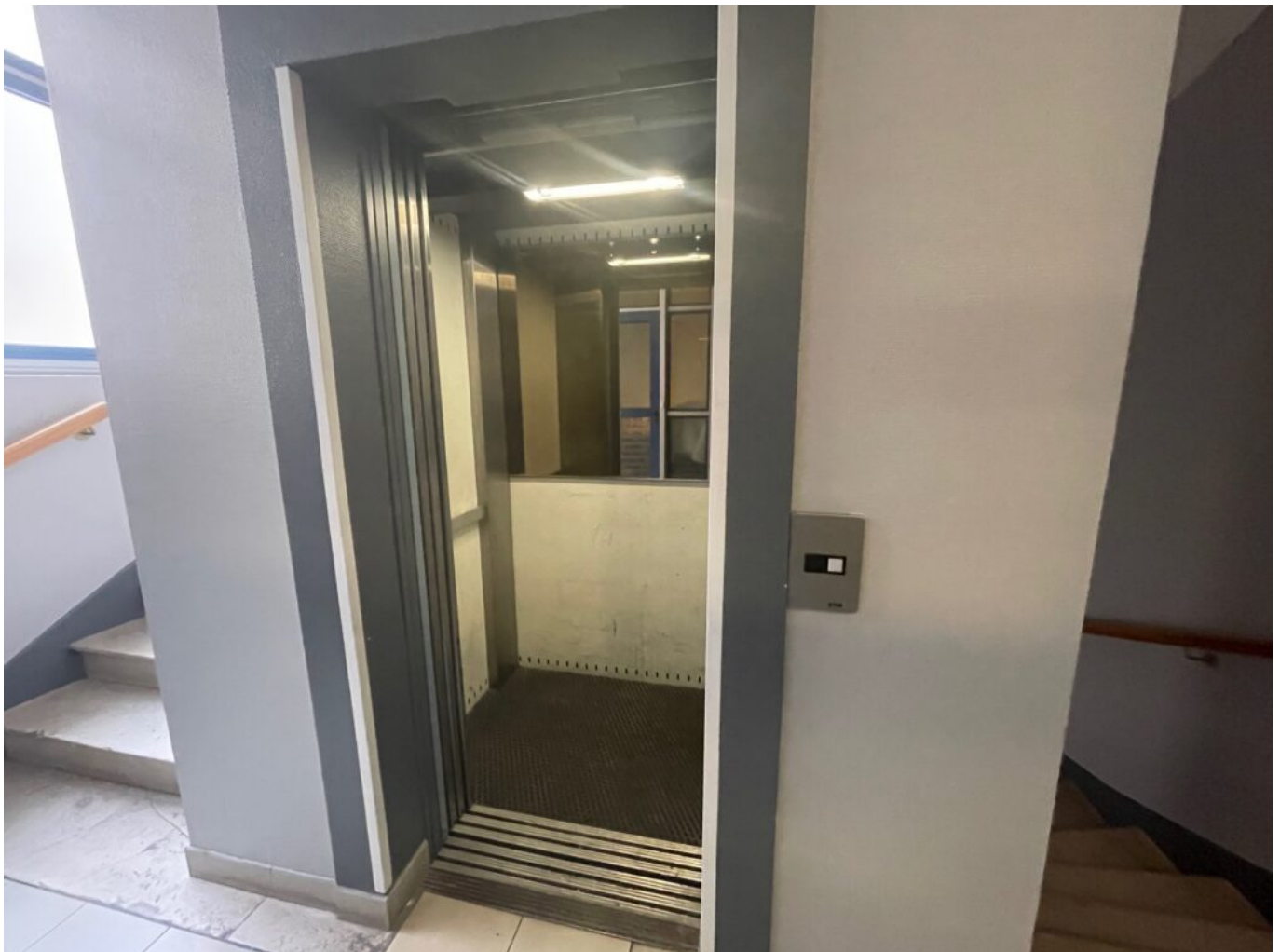
La France dispose d'un parc d'environ 653 000 ascenseurs, dont une part est vétuste et encore connectée aux réseaux 2G/3G. Avec l'arrêt programmé de ces technologies d'ici fin 2026, plus de 230 000 appareils devront être mis à niveau, sous peine de ne plus pouvoir assurer la téléalarme indispensable en cas d'incident. Un défi logistique et financier considérable pour les copropriétés et les techniciens du secteur. Cela pourrait potentiellement concerner 45 000 ascenseur en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 6 000 en Vaucluse. C'est aussi un chantier complexe qui mêle enjeux de sécurité, de coûts et de planification pour les gestionnaires d'immeubles.

Ecrit par Mireille Hurlin le 19 janvier 2026

Selon la [Fédération des ascenseurs](#), la France compte aujourd'hui environ 653 000 ascenseurs installés, dont 60% dans des bâtiments résidentiels. Ce parc génère plus de 100 millions de trajets quotidiens et constitue un élément incontournable de la mobilité urbaine. Pourtant, ce volume ne reflète pas une modernité homogène : plus de la moitié des appareils ont plus de 25 ans, et un quart dépassent 40 ans, ce qui pose des défis croissants en termes de maintenance, d'accessibilité et de sécurité.

Un parc très étendu... mais en difficulté

L'une des évolutions technologiques les plus lourdes à gérer dans les années à venir est l'extinction programmée des réseaux 2G et 3G par les opérateurs télécoms. Une part importante du parc d'ascenseurs est encore connectée à ces réseaux pour assurer la téléalarme, c'est-à-dire la possibilité pour une personne bloquée d'appeler automatiquement le centre d'assistance.



Copyright MMH

Selon les opérateurs



Ecrit par Mireille Hurlin le 19 janvier 2026

Selon les opérateurs et les professionnels du secteur, plus de 230 000 ascenseurs, au niveau national, risquent d'être privés de téléalarme fonctionnelle si des boîtiers compatibles 4G/5G ne sont pas installés avant la coupure effective des anciens réseaux. Sans cette mise à niveau, la réglementation impose la mise à l'arrêt des appareils non conformes, ce qui pourrait engendrer des conséquences lourdes pour l'accessibilité des immeubles, en particulier pour les personnes âgées ou à mobilité réduite.

Un enjeu technique et financier

La mise à niveau vers des systèmes de téléalarme 4G ou 5G n'est pas neutre : selon des études sectorielles, l'installation d'un nouveau boîtier peut prendre une à plusieurs heures de travail, avec un coût unitaire compris souvent entre 600 et 1 800€, variable selon la configuration de l'appareil et les contraintes techniques.

Mireille Hurlin